

LISULF

Science et Francophonie

Mai 2004 No 86-----"L'actualité, c'est nous"-----



Défense de la langue française
Géopolitique et avenir du Québec
Les éléments
Sauvons la recherche française
Société Royale du Canada



**Marcel Déchamps, Louis de Kinder,
Pierre Demers, Gilles Paquet,
Camille Sandorfy, René-Marcel Sauvé,
Alain Trautman**

Science et Francophonie paraît 4 fois par année sous la responsabilité de la LISULF, Ligue internationale des scientifiques pour l'usage de la langue française.
1200, rue Latour Saint-Laurent (Québec) H4L 4S4
1 514 747 2308 c3410@er.uqam.ca Notre site : www.lisulf.qc.ca Le rédacteur en chef : Pierre Demers Dépôt légal BNQ, BNC; France, Belgique. 2e trimestre 2004 INSN.0825.9879

Bureau du Conseil : Pierre Charlebois, Gabrielle Cloutier, Louis de Kinder, secrétaire-trésorier, Pierre Demers, président, Christian Pilote, René-Marcel Sauvé. Paul Rémillard, trésorier sortant. Grammairienne : Gabrielle Cloutier.
Renseignements en France: Prof. Alain Kreisler, Alain.Kreisler@supelec.fr 147, rue de Sully, 92100 Boulogne, France 33 1 48 25 86 05

Adresse pour tous pays : c3410@er.uqam.ca

Cotisations : LISULF, 1200, rue Latour, Saint-Laurent H4L 4S4 (Québec)
25 \$ ou 25 Euros, entité morale 200 \$ ou 200 Euros. Étudiant 10\$ ou 10 Euros.
Votre chèque à l'ordre de la LISULF.

Ce numéro, daté de mai 2004, paraît en août 2004. Reproduction permise avec mention de l'origine. Publication électronique : www.lisulf.qc.ca

Presses Universitaires de Montréal PUM 2004

Science et Francophonie No 86

Mai 2004. Table des matières

- Bureau du Conseil 2
- Éditorial 1. En France le CNRS,...
par Pierre Demers 3
- Questions aux chercheurs
par Marceau Déchamps 9
- Éditorial 2. ...au Canada la Société Royale
par Pierre Demers 10
- Encore sur François-Albert Angers
Extrait de l'Action Nationale 11
- Géopolitique et Avenir du Québec, livre de René-Marcel Sauvé
par Louis de Kinder 12
- Système du Québecium. La nouvelle classification des éléments, livre
de Pierre Demers
par Camille Sandorfy 15

Pour adhérer. Nouveaux membres Aimez-vous la vie, la vie en français, la vie scientifique en français? Alors adhérez à la LISULF en adressant votre cotisation.

Cotisation LISULF 2004, \$ Can et Euros

(Voir ci-haut. Cotisations),

Membres. Merci bien vouloir verser votre cotisation 2004 si ce n'est pas déjà fait.



Le 18 mars 2004, 1, place Ville-Marie, devant le Consulat de France.
Une joyeuse manifestation (en français), de solidarité avec les
grévistes du CNRS français. Ont-ils songé à réclamer que la recherche
française se fasse connaître par des publications en français!

TabakSzJ@ninds.nih.gov

<http://www.scientifiques-francais-expatries.org/>

Éditorial 1. En France le CNRS,...

par Pierre Demers

Photo en dernière page

La grève du CNRS. Le confort et l'indifférence

La France et la francophonie toute entière viennent de rater une occasion éminemment politique de valoriser l'usage scientifique de la langue française. Face à l'annonce de réductions budgétaires au CNRS Centre national de la recherche scientifique, un mouvement de protestation a été amorcé et a réussi, chose surprenante, à faire remplacer les réductions par des augmentations.

Le Gouvernement a cédé et a annoncé la création d'un millier de postes nouveaux. Il faut dire que le CNRS est l'organisme principal du financement public de la recherche scientifique en France.

Désormais, le confort régnera dans les laboratoires français.

Mais la langue française règnera-t-elle davantage pour autant?

Les ténors du mouvement de protestation n'ont pas dit un mot du statut d'infériorité dans lequel les chercheurs français tiennent la langue française. Les milliers de personnes qui ont appuyé ce mouvement, non plus, ni à Paris ni à Montréal.

Ce mouvement a recueilli 75000 signatures, 200000 personnes l'ont approuvé dans des assemblées publiques à la suite d'une large couverture médiatique. Le récent congrès de l'ACFAS à l'UQAM, en mai 2004, a donné une tribune à Alain Trautman, l'homme de cette coalition.

Des réunions d'appui ont eu lieu jusqu'en Australie, en Belgique et au Québec même. En avril 2004, cette affaire est venue à notre connaissance par un message de Denis Turcotte que nous remercions.

Dans tous ces appels à l'opinion publique, il n'y eut aucune voix pour réclamer que la science française cesse de renier la langue française et de privilégier la langue anglaise.

On signale seulement une toute petite lettre à la Rédaction de Marceau Déchamps parue dans le Figaro et qui n'eut aucun écho. Nous ajoutons nos présents commentaires après les faits accomplis.

De son côté, le Gouvernement français a manqué une occasion en or, peut-on dire, de réclamer une contre-partie à son financement accru : le simple respect de ses lois linguistiques, qui sont bafouées au vu et su de tous sur le territoire même de la France.

Devant l'extraordinaire indifférence et des scientifiques et de la population vis-à-vis de la question linguistique, en France comme ailleurs dans la francophonie, le Gouvernement aussi est resté indifférent, ce qui est, sinon justifié, du moins compréhensible! Il a ignoré les bien connues représentations de la LISULF et revendications de l'ANSULF. Ces dernières, Pierre Routhier les résumait ainsi dans notre numéro 85.

Aucun doute : l'ANSULF ne conteste pas la nécessité de publier de temps en temps en anglais : elle ne combat que les excès, notamment les colloques organisés en France, où la seule langue admise est l'anglais et l'évaluation des chercheurs par un "citation index" vendu par une société privée américaine !

Pierre Routhier, S. et F. No 85, p. 4

La Loi Toubon ou ce qui en est resté après les édulcorations commandées par les socialistes, interdit explicitement que la langue française soit exclue des colloques organisés en France aux frais de l'État. Quant à l'évaluation au moyen du "citation index", elle requiert une soumission à la nécessité pratique de publier en anglais. Voyez nos articles déjà anciens sur la Loi Toubon et son refus par les scientifiques français dans nos numéros de 1992. Voyez les articles de Monière et de Durand dans nos numéros récents.

Les scientifiques français dans leurs réclamations récentes n'ont donc pas soufflé mot de ces aspects linguistiques et le Gouvernement s'est gardé d'en faire mention pour des raisons démagogiques évidentes : ne pas déplaire aux électeurs du CNRS.

Les Québécois ont une excuse facile à dire : "C'est la faute du gouvernement d'Ottawa et du ROC que nous devons respecter". Les Français semblent dire qu'à propos de la langue française, c'est la faute (si on tient à parler d'une faute) des Américains leurs sauveurs qu'il faut respecter à tout prix. Sur cet autre terrain également glissant de la guerre en Iraq, la situation est pourtant en quelque sorte inversée : c'est plutôt la diplomatie française qui commande le respect des Américains et du président Bush.

Un Québécois se sent humilié lorsqu'il est forcé de parler anglais; surtout avec un autre Québécois. Voyez l'histoire des émigrés dans Trente arpents de Ringuet ou dans Les Tisserands du pouvoir, racontant le sort des travailleurs des filatures de la Nouvelle-Angleterre. Les Français imaginent se grandir lorsqu'ils se parlent en anglais entre eux dans les colloques scientifiques, prêts à affirmer qu'en dehors de la langue anglaise il n'y a pas d'expression digne, valable et rentable de la pensée scientifique. "Notre première appartenance," disent-ils volontiers, "est supra-nationale et elle a une langue unique qui est l'anglais"! Quelle attitude anti-nationale, quelle propagande au rebours pour la langue française et pour la France!

Un coup d'oeil à ce qui se passe en Moyen-Orient démontre que la foi aveugle dans la langue et la supposée sagesse que cette langue supporte alimente le chaos social et le terrorisme quotidien.

Ceux et celles qui, dans les universités du Québec, ont appuyé avec joie les chercheurs français, n'ont manifestement pas songé à l'enjeu linguistique à la disposition du gouvernement français. Donc de l'argent tout de suite, et le français, quand est-ce que ce sera le temps d'y penser?



Dernière heure (août 2004)

Lors des manifestations de Montréal, le mouvement était Sauvons la recherche française; il est maintenant abrégé en Sauvons la recherche. Son site sur internet est multilingue, avec une part généreuse de la langue anglaise. Il s'adresse aux scientifiques et non scientifiques du monde entier. Il est tenu à jour avec des additions en juin 2004 et juillet 2004.

Il est muni d'une force médiatique évidente et on peut l'imaginer, dès maintenant et dans un avenir inévitable, comme un 3e intervenant dans la conduite des affaires publiques concernant la recherche scientifique française, à côté du Gouvernement et à côté des syndicats qu'il est en droit d'éclipser puisque ses motivations sont en principe davantage désintéressées donc plus crédibles.

Avec pratiquement la participation au pouvoir décisionnel, il ne pourra pas se limiter à la critique et aux revendications : il devra penser et concourir aux grandes orientations politiques de la France. Dans l'obligatoire sagesse qu'il devra pratiquer, affirmera-t'il un intérêt envers la langue française, se décidera-t'il à recommander le respect de la langue française dans la recherche française?

L'aspect démographique

L'INED Institut national d'études démographiques a conacré le dernier numéro de son bulletin aux aspects démographiques concernant l'avenir de la recherche française. S'il ne fait pas mention de "Sauvons la recherche", il fait allusion à ce mouvement, allusion évidente pour

les initiés, dès ses premières lignes, que voici.

Au cours du premier trimestre 2004, les laboratoires publics de recherche français ont connu une effervescence sans précédent. À l'origine du mouvement, on trouvait d'une part les coupes effectuées dans les budgets depuis 2002 et de l'autre, la transformation de 550 emplois statutaires en contrats à durée déterminée...

Plus loin, on remarque ce passage catégorique mais peu facile à comprendre : "La question démographique se trouve donc au cœur des discussions."

Dans cette étude très sérieuse comme tout ce qui sort de l'INED, on ne trouve aucun jugement explicite sur le mouvement "Sauvons la recherche".

On n'y trouve aucune remarque sur l'usage de la langue française.

Le bulletin "Population et Sociétés" lui-même l'utilise et ne paraît pas en traduction.

Références

1. Guillaume Bourgault-Côté 2004,

Chercheur et frondeur. Alain Trautman, l'homme de la coalition qui a fait plier Jean-Pierre Raffarin,

Le Devoir, A5, 15 mai www.ledevoir.com

(NDLR. Les Trautman ne sont pas des inconnus en politique. Catherine Trautman, ancienne mairesse de Strasbourg, a été Ministre de la culture après André Malraux, Jacques Lang et Jacques Toubon, avant Catherine Tasca et Renaud Donnedieu de Vabres nommé en avril 2004).

2. Denis Turcotte 2004,

Communication courriel, 14 mars

"Monsieur Demers, J'ai pensé que vous aimeriez prendre connaissance de ce communiqué. Nous ne sommes hélas pas au bout de nos peines avec la science en français. Salutations.

Denis Turcotte, directeur général, Québec dans le monde, 1001 route de l'Église, bureau 404 - C.P. 8503, Sainte-Foy (Québec) G1V 4N5

Tél. (418) 659-5540 Fax : (418) 659-4143

info@quebecmonde.com <http://www.quebecmonde.com> ---

3. • Courriel communiqué reçu via Denis Turcotte, 14 mars 2004.

Article sur les chercheurs INFORMATION Veuillez trouver en pièce

jointe, au format PDF (Acrobat reader), l'article que j'ai pu faire passer ce jour dans la rubrique "courrier des lecteurs" du journal LE FIGARO. Je n'ignore pas que des chercheurs (peu, hélas!) n'acceptent pas cette hégémonie de l'anglais et que certains même luttent avec nous au sein des associations, mais il m'était difficile, dans un article si court, d'introduire des nuances. Que ces chercheurs francologues* veuillent bien me pardonner de ne pas les avoir mentionnés dans ma critique. Cordialement. Marceau Déchamps vice-président Défense de la langue française

* néologisme pour les défenseurs de la langue française.

4. Marceau Déchamps 2004,

Le Figaro, 14 avril 2004.

Chercheurs

Chers concitoyens de la recherche, qu'avez-vous fait contre la mort programmée de la langue française dans le domaine des sciences (colloques, revues, communication internationale) ? Au prétexte que l'anglais serait la langue de la communauté internationale, vous avez décidé d'abandonner ... (L'auteur nous a communiqué un texte complet qui suit).

5. Services Sciences 2004

Mobilisation générale des chercheurs, en France et à l'étranger

Article publié le 20 Mars 2004

Par Service Sciences

Taille de l'article : 827 mots

Extrait : A l'appel de Sauvons la recherche, qui a déjà enregistré 3 000 démissions de responsables de laboratoire, des manifestations devaient avoir lieu à Paris et en province pour protester contre la précarisation du métier et la faiblesse des budgets alloués par le gouvernement . L'association SAUVONS LA RECHERCHE a appelé chercheurs et universitaires à manifester vendredi 19 mars, deux jours avant les élections. A Paris et dans les grandes villes de France, les organisateurs s'attendaient à une mobilisation importante.

http://www.lemonde.fr/web/recherche_resumedoc/1,13-0,37-845390,0.html?message=redirection_article

6. Extrait de TV1fr 2004

La journée d'action des chercheurs intervient dix jours après le coup d'éclat de plus de 2.200 directeurs de laboratoires et chefs d'équipes, qui avaient collectivement et solennellement démissionné de leur fonctions administratives le 9 mars. Selon les responsables du collectif

vendredi, le nombre de démissions continue à grossir. Le mouvement, qui a réuni pour sa pétition plus de 72.000 signatures dans le monde de la recherche, cherche maintenant un relais du côté de l'université pour éviter l'enlèvement. Vendredi matin, une assemblée générale a réuni étudiants et chercheurs à Jussieu (Paris VI). A cette occasion, le porte-parole du collectif, Alain Trautman, a déclaré que le mouvement de protestation allait s'inscrire "dans la durée".

<http://news.tf1.fr/news/sciences/0,,2119149,00.html>

<http://www.scientifiques-francais-expatries.org/>

6. Les points sur les i (à propos du texte "Un milliard pour la recherche...") Le lundi 5 juillet 2004.

http://recherche-en-danger.apinc.org/article.php3?id_article=991

Patrick Allard, Henri Audier, Yesekiel Ben-Ari, Bertrand Monthubert, Thierry Rabilloud et Alain Trautmann

allard@lsce.saclay.cea.fr, monthube@picard.ups-tlse.fr,

Thierry.Rabilloud@cea.fr, bernard.maigret@lctn.uhp-nancy.fr

7. Henri Leridon, 2004,

L'avenir de la recherche en France : perspectives démographiques,

Population et société, bulletin de l'INED, No403, 1-5, juillet-août,

http://www.ined.fr/publications/pop_et_soc/index.html

http://www.ined.fr/bdd/projrech/admin/m_chercheur.php?idchercheur=083, leridon@ined.fr

Questions aux chercheurs

par Marceau Déchamps

Vice-président de *Défense de la langue française*

Le 11 mars 2004

Article, légèrement modifié, paru dans LE FIGARO du 13/03/2004

Questions aux chercheurs

Chers concitoyens de la Recherche, qu'avez-vous fait contre la mort programmée de la langue française dans le domaine des sciences, dans les colloques, dans les revues, dans la communication internationale ? Au prétexte que l'anglais serait la langue de la communauté scientifique internationale, à laquelle vous prétendez appartenir d'abord, vous avez décidé d'abandonner notre langue au profit de celle des puissants du jour. Aujourd'hui vous vous tournez vers

l'État pour réclamer plus de moyens et une plus grande considération. Votre demande est peut-être fondée. Mais pourquoi bafouez-vous chaque jour les lois de la République (loi du 4/08/1994) qui tentent de maintenir une place à la langue française dans les sciences? Quand vous aurez obtenu satisfaction, serez-vous reconnaissants à la France et défendrez-vous enfin sa langue ou, tout du moins, cesserez-vous de participer activement à son déclin ?

Marceau Déchamps

Vice-président de *Défense de la langue française*

Éditorial 2. ... au Canada la Société Royale par Pierre Demers

La Société Royale du Canada s'interroge

Science et Francophonie a fait écho aux délibérations pan-canadiennes tendant à créer au Canada une réplique de l'organisation des Académies américaines centralisées, où la SRC apparaissait comme une partie seulement d'un tout au service du gouvernement fédéral, à côté d'Académies dites "nationales" de médecine et de génie.

Ces plans, qui seraient fort coûteux, étaient radicalement opposés aux principes de la constitution canadienne qui réserve aux gouvernements des provinces la compétence en matière d'éducation. Ils s'accordent avec les persistants desseins centralisateurs du gouvernement d'Ottawa, qui ne manque pas une occasion d'empiéter sur les compétences des provinces à coups de millions et milliards de dollars, que ce soit en matière de santé, de réglementation professionnelle ou d'affaires municipales, tout en maintenant un déséquilibre fiscal séculaire au désavantage des provinces. Ces intrusions affectent surtout la province francophone du Québec, qu'importe en effet pour les habitants anglophones de l'Ontario ou de Nouvelle-Écosse que l'autorité vienne d'un parlement anglophone ou d'un autre parlement anglophone, de celui de leur province ou de celui d'Ottawa.

Dans cette optique, la création de la SRC en 1882 fut une erreur politique, à laquelle les autorités du Québec d'alors ont consenti et participé sans prendre garde. Cette erreur porte maintenant ses fruits

amers. éducation et académie étant choses connexes. On ne peut pas concevoir qu'elles puissent relever de gouvernements différents. L'épithète "Royale" qualifiant l'académie à sa fondation en 1882 a pu éblouir les Québécois et obnubiler leur sens critique. La SRC a été fondée par des Britanniques à l'image de ce qui existait dans leur pays d'origine, ce fut un acte de colonisateurs en pays conquis.

On peut chercher là l'explication des difficultés de la SRC, décrites dans des textes rendus publics de 2004 et de 1994, émanant de son actuel président, Gilles Paquette et l'embarras du gouvernement fédéral à propos du grand projet décrit : c'est une question de philosophie politique, ce projet étant affecté d'une absurdité congénitale qui remonte à l'esprit animant les fondateurs. On ne peut pas avoir de façon durable une éducation relevant de Québec et des académies prétendument "nationales" relevant d'Ottawa. Justifier ce projet devant l'opinion publique en est d'autant plus difficile.

On cherche en vain dans les textes du président Gilles Paquet, la moindre allusion au partage, évoqué ci-dessus, des compétences dans la constitution canadienne.

On y trouve par contre une remarque intéressante sur l'absence de sections scientifiques françaises au sein de la SRC, alors qu'elles existent dans les disciplines lettres et sciences humaines.

Autre remarque intéressante du président Paquet : il constate l'imperfection du bilinguisme au Canada en sciences, avec une prédominance écrasante de l'anglais dans les publications primaires. L'établissement de cette prédominance est attribuable, au moins en partie, au financement massif et anticonstitutionnel de la science universitaire au Québec par le Gouvernement d'Ottawa, solidaire en cela de la SRC.

<http://www.rsc.ca/>

Encore sur François-Albert Angers

L'Action Nationale, 2003, extrait

"...la défense de la langue française surtout..."

En fait, c'est à partir de la situation économique des nôtres, principalement, de l'écoute attentive de Bourassa puis de Groulx, qu'Angers allait progressivement déterminer les priorités et les objectifs

de son action politique. Tout son oeuvre de chef de file, d'entraîneur, s'exprimera dans trois combats dominants, interdépendants : notre libération économique, la défense et l'affirmation de l'autonomie «provinciale», de la singularité du Québec et, logiquement, plus tard, la recherche de la souveraineté, la défense de la langue française, surtout, qui à son sens, résumait et justifiait tout le reste. Economie, Autonomie, Langue résumant bien ses trois engagements majeurs. Il convient d'y ajouter notre anémie démographique, le drame démographique dont l'acuité l'angoissait, au point de devenir sa première préoccupation à partir des années soixante-dix. A quoi bon tout le reste si nous nous résignons à disparaître, si nous n'avons plus envie de nous perpétuer, si nous nous apprêtons inconsciemment à sortir de l'Histoire sur la pointe des pieds ! Il reliait ce phénomène à la perte du sens de la transcendance, des valeurs spirituelles, à une modernisation mal assimilée et à une sorte d'immense frivolité comme si ce peuple consentait dans son for intérieur à courir à sa perte.
<http://www.action-nationale.qc.ca/enbref/angers.htm>

Géopolitique et Avenir du Québec **livre de René-Marcel Sauvé** **par Louis de Kinder**

L'auteur, Monsieur René-Marcel Sauvé est diplômé en géographie de l'Université de Montréal. Il a eu comme professeurs Pierre Dagenais, qui fut membre de la LISULF et l'illustre Raoul Blanchard. Il a fait carrière dans l'armée canadienne, où il acquies le grade de capitaine, ce qui lui permit d'étudier à Londres, Vienne et Munich en plus de séjours de travail pour l'OTAN en Afrique occidentale et pour l'ONU au Moyen Orient.

Géopolitique et avenir du Québec est un exposé magistral de l'expérience du monde occidental dans la création et le maintien des États. Son ouvrage est divisé en neuf chapitres, dont le premier traite du Québec. Dans ce premier chapitre, il démontre les possibilités de conserver son identité face à de puissants voisins, grâce à la géographie. Il est intéressant de voir l'auteur faire toujours allusion au Québec, et pas au Canada de 1760 ou à la Nouvelle-France. Il démontre que, à lui seul, le territoire portant aujourd'hui le nom de Québec

constitue un ensemble, en espace et en effectifs, capable de devenir un état souverain.

Les cinq chapitres suivants exposent l'historique d'un certain nombre d'États qui existent aujourd'hui et sont d'importance comparable au Québec. Il en expose l'historique depuis l'antiquité. Tous ces états sont moins peuplés que le Québec, chacun ayant assumé une importance sans commune mesure avec ses effectifs. Il commence avec le Danemark, situé en marge d'une Allemagne longtemps désunie, et qui a su pendant des siècles dominer toute la Scandinavie.

La Suède, moins favorisée par le climat, qui s'est affranchie du Danemark, pour se créer un empire au dépens des Allemands, Polonais et Russes. et que la France recherchait comme alliée.

M. Sauvé fait éloge du peuple hollandais qui sut s'affranchir du joug de la puissante Espagne, et qui, grâce à ses qualités intrinsèques et de quelques autres atouts, a su s'affirmer, puis s'opposer aux desseins hégémoniques de la France à son apogée, pour conserver son indépendance pendant les quarante premières années du vingtième siècle face à l'Allemagne.

Vient le tour du Portugal, dont la géographie explique l'existence face à l'Espagne, lorsque celle-ci devint une puissance prédominante.

Enfin, la Norvège qui put s'affranchir du Danemark au début du vingtième siècle quoique son écoumène soit minuscule, suffisant cependant pour sa faible population.

Dans le septième chapitre, l'auteur retrace l'histoire du Québec après 1760 et la situation qui a permis aux Québécois de conserver leur identité. Il y énumère les enjeux de l'autonomie au Québec, cite le cas d'Israël, s'étend sur l'Afrique du Sud et les péripéties de son affranchissement. Il révèle des aspects historiques de l'administration britannique peu connus du profane.

Le huitième chapitre traite encore du Québec dans un historique original, avec description du statu-quo et des tendances probables. Il relève les circonstances qui ont énormément facilité la création du "British North America Act" avec l'aide de la population canadienne-française. Si le Québec a obtenu d'importantes concessions en 1775, c'est que l'Angleterre comprenait l'importance que cette population avait pour la conservation de son empire.

Le neuvième expose des considérations sur les moyens de réaliser n'importe quelle oeuvre d'envergure et la faire durer. Il insiste sur les exigences sévères qu'implique tout changement dans la gouverne d'un

exigences sévères qu'implique tout changement dans la gouverne d'un pays.

L'ouvrage n'est pas cloisonné : l'auteur démontre les principes de base dans tous les exemples qu'il relève, comment les grandes puissances comme les plus petits pays se sont établis et ont persisté. On apprend les conditions minimales qui permettent la création d'un État. L'auteur laisse voir que son ouvrage n'est pas un mode d'emploi, un livre de recettes, mais un exposé des principes essentiels à toute action.

Je cherche à m'imaginer la sorte d'école capable de former les artisans de l'indépendance du Québec. Ce n'est pas du tout cuit. L'importance de connaître l'adversaire, ses forces et ses faiblesses, pour parvenir à l'indépendance avec une économie de moyens et d'efforts. Ce livre contient de bonnes indications sur le genre de connaissances qu'il faut et je le propose comme lecture obligatoire à tous ceux qui aspirent à l'indépendance de leur pays, s'ils veulent y jouer le moins possible un rôle.

Suit une abondante bibliographie d'ouvrages qui constituent la base de ce livre.

Louis De Kinder, le 19 juin 2004

louisdekinder@hotmail.com

Vocabulaire

eschatologie l'après-vie terrestre

oekoumène (Écoumène, Larousse) terre habitée (habitable)

hercynien en géologie plissement de strates en France et en Europe centre-est

inlandsis glacier continental

nunatak rocher dépassant la glace (mot esquimau)

nolonté résistance volontaire à une impulsion

Géopolitique et Avenir du Québec, auteur René-Marcel Sauvé, Guérin éditeur Montréal, 2e trimestre 1994, 350 pages, 29,95 \$ can. ISBN 2-7601-3753-8 jrmsauve@sympatico.ca

Référence

Laurence Villaume 1994,

Un livre de René-Marcel Sauvé

Vers l'indépendance tranquille,

Le Monde diplomatique, septembre, page 5,

<http://www.monde-diplomatique.fr/1994/09/VILLAUME/751>

Système du Québécius. La nouvelle classification des éléments livre de Pierre Demers par Camille Sandorfy

Recension

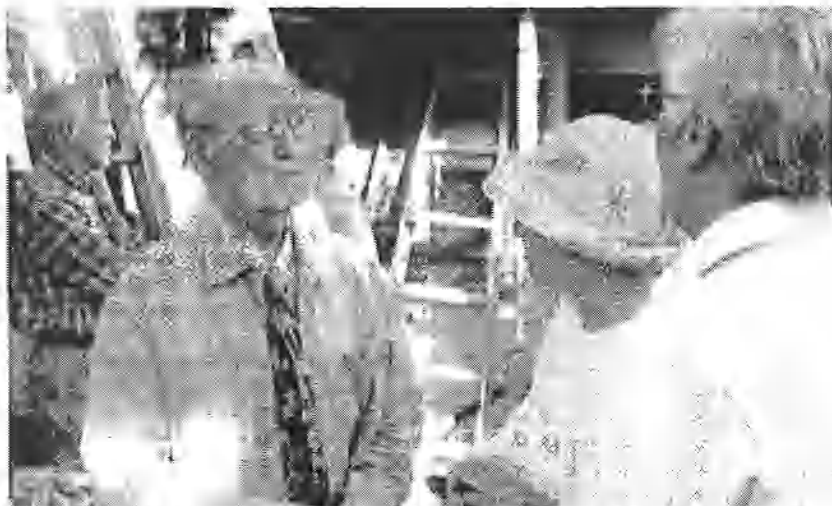
Le Professeur Pierre Demers vient de publier un ouvrage sur "La nouvelle classification des éléments. Système du Québécius". (Presses Universitaires de Montréal, 2004). Ce livre est le fruit de nombreuses années de réflexions, une tentative de remplacer le système périodique de Mendéléeff par un système qui reflète mieux les rapports entre les propriétés des atomes. Les nouveaux tableaux mis au point par le Professeur Demers font ressortir des aspects de symétrie et des rapports avec des nombres quantiques qui méritent bien d'être étudiés par le lecteur. Le tout a comme point de référence la structure électronique du Québécius, un trans-uranien (n° 118) présumé, ce qui devrait faire plaisir à tous les Francophones. C'est un ouvrage certainement intéressant à lire, qui porte à la réflexion.

C. Sandorfy
professeur émérite de chimie, Université de Montréal
Saint-Germain-en-Laye, 21 juillet 2004,
sandorfc@magellan.umontreal.ca

"Cher Pierre,

Je vous remercie bien vivement de m'avoir envoyé et dédié un exemplaire de votre livre. Ci-joint vous trouverez la petite recension que je viens de rédiger. Je souhaite le meilleur succès à votre ouvrage...

Système du Québécius. La nouvelle Classification des Éléments
Pierre Demers Édition multimédia. Ouvrage accompagné d'un disque
optique. ISBN 2-9802454-7-X PUM2004, 20 \$can ou 20 Euros chez
l'auteur. www.quebecium.qc.ca et les liens



Le jour du lancement, le 24 juillet 2004. (Photo Christian Pilote).



Manifestation à Paris en mars 2004. (Le 9, le 12 ou le 19...)?
sauvonslarecherche06@free.fr

Quand vous aurez obtenu satisfaction, serez-vous
reconnaissants à la France et défendrez-vous enfin sa
langue ou, tout du moins, cesserez-vous de participer
activement à son déclin?

Marceau Déchamps, avril 2004